Tunisie en 1875, avant le protectorat français, disparaît pour faire place à un régime nouveau.

C'est la conclusion, depuis longtemps souhaitée, des pourparlers qui avaient été entamées avec le même succès auprès des autres puissances pour arriver à l'abolition définitive des capitulations en Tunisie. M. Hanotaux avait d'abord conclu, on se le rappelle, une première convention à ce sujet avec l'Autriche-Hongrie, en 1896, puis avec l'Italie, avec la Suède et la Norvège, etc., et toutes les puissances européennes. L'Angleterre, qui trouvait des avantages considérables dans le maintien des capitulations et dans le traitement, qui lui était assuré, de la nation la plus favorisée, avait opposé la résistance la plus longue, et empêché, par cette résistance, la France et la Tunisie de devenir maîtresse de leur situation commerciale.

Ces difficultés sont désormais résolues. En échange de la concession que l'Angleterre fait à la France en renonçant à un traité valable à perpétuité, la Tunisie prend l'engagement de ne pas frapper pendant une période de quinze années les cotonnades anglaises d'un droit plus fort que cinq pour cent de leur valeur. En 1913, la France recouvre, même sur cet article, sa pleine liberté d'action.

Cet heureux dénouement d'une situation difficile est accueilli en France, par les partisans de l'alliance anglaise, comme une nouvelle preuve de la possibilité d'un rapprochement entre les deux pays. Un journal de Paris exprime l'opinion que la France et l'Angleterre doivent être alliées et qu'alors même que, par sa politique, le gouvernement rendrait impossible une alliance entre la France et l'Angleterre, le devoir de la première de ces puissances serait de décliner toute alliance qui serait dirigée contre la seconde. C'est ainsi, on s'en souvient, que parlait jadis M. Clémenceau à l'époque où il passait pour être au mieux avec l'ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Mais sans vouloir rappeler des faits qui ne devraient pas être ignorés, sur quoi se base-t-on pour recommander l'alliance anglaise comme préférable à celle que, par une admirable évolution de l'histoire, l'empereur de Russie et le président de la république française viennent de conclure aux applaudissements des deux nations? Est-ce sur le désir que témoigneraient les Anglais de cette alliance? Mais ce désir n'existe pas. Quel est, en effet, le language que nous entendons depuis longtemps et surtout depuis les fêtes du jubilé? Nous entendons revendiquer comme un honneur et comme une force le "splendide isolement" dans lequel se trouve l'Angleterre, entourée de colonies qu'elle a fondées et dont parfois elle semble accueillir les protestations de fidélité avec une naïve surprise. Si, dans la masse du peuple, on a des sentiments de sympathie pour la France et d'aversion pour l'Allemagne, ces sentiments ne sont pas ceux d'une cour où l'allemand est la langue presque maternelle, et qui jadis faisait des vœux pour cette unification de l'Allemagne que les malheurs de la France ont faite.

Quand des Anglais sincères et ardents ont fondé, il y a quelques mois, une société au nom français, "l'Entente cordiale", dont nous avons enregistré les manifestations, a-t-on vu la foule se presser au meeting des Anglais amis de la France? Quelle attitude ont eue les journaux de Londres, sinon celle d'une froide indifférence? Le résultat de la visite du président de la république en Russie a surpris les Anglais, et leur émoi s'accuse sous leurs airs ironiques. Ils s'écrient maintenant: "Hé quoi! vous vous tourneriez contre nous! Mais voyez combien nous achetons de vos produits. Craignez que, poussés à bout, nous ne nous livrions à des représailles. Le libre-échange n'est plus pour nous un principe. Il y a en Angleterre un parti protectionniste."

La vérité, c'est qu'il y a entre l'Angleterre et la France plus d'une question qu'il faut résoudre en dehors de la question de Tunis. M. Gladstone le sentait bien quand, à l'invitation de se joindre à "l'Entente cordiale", il répondait en conseillant de donner à la France les satisfactions qu'elle attend en Egypte. Mais ce n'est pas seulement en Egypte que s'accuse la politique anglaise, c'est à Constantinople, sur le Niger, dans le Soudan et au Siam. Elle est, d'ailleurs, la première à souffrir de cette politique. Elle ne l'avoue pas et se retranche dans son invincible orgueil.

Ce n'est pas à la France à faire les premiers pas.

———:o:———